

les lois canadiennes dans cette région, de recommander des contingents aux divers pays qui s'occupent de moissonner nos ressources. Je crois savoir que l'Union soviétique, par exemple, est prête à discuter de contingents, de la limitation des prises, ainsi que du nombre de bateaux et des agrès à utiliser. Après tout, la Russie aussi obtient un rendement de plus en plus faible du total de ses investissements de capitaux et de techniques dans sa flotte de pêche. Son rendement, en heures-hommes, est même plus faible que le nôtre.

Le fait est que, tout simplement, les Canadiens ne sont pas disposés à accorder la moindre priorité aux pêches. Cela tient, à mon avis, à ce que beaucoup de gens ne pensent qu'à la partie centrale du Canada, à la région Montréal-Toronto. On pense à une structure puissante d'abord orientée vers les industries manufacturières et je crois qu'on n'est pas disposé à lever le petit doigt si cela risque de bouleverser le délicat équilibre international actuel. Certainement, on n'est pas disposé à lever le petit doigt dans l'intérêt de nos pêches.

• (4.50 p.m.)

Plusieurs pays d'Amérique du Nord et du Sud et d'Europe lancent de nouvelles initiatives dans le domaine des ressources marines, qui constituent l'une des principales richesses à mettre en valeur. Mais le Canada est rentré dans sa coquille sous ce rapport. Comme je l'ai déjà dit, tant que le ministère des Affaires extérieures sera dirigé par son titulaire actuel, qui est aussi énergique qu'un hareng saur, rien ne se fera dans le domaine des ressources marines. Si on lisait les discours du ministre des Affaires extérieures, monsieur l'Orateur, on verrait qu'il a commencé dès 1952 à mépriser la pêche, la considérant comme un métier de pauvre. Il ne s'est jamais donné la peine d'apprendre que c'est là l'un des grands domaines à exploiter dans la mise en valeur du Canada, ce qui profiterait au pays tout entier.

Le ministre des Pêches n'a pas écouté un seul mot de ce que j'ai dit, car il était en train de deviser avec ses collègues, et cette attitude reflète bien tout l'intérêt qu'il porte actuellement aux pêcheries. Il opère présentement un mouvement de décrochage lent mais délibéré qui doit le faire passer des pêcheries aux sphères plus sophistiquées que sont le contrôle de l'environnement, la pollution de l'air, l'assainissement des usines Eddy Match et l'évacuation des effluents provenant de la résidence du premier ministre, promenade Sussex. Il apparaît maintenant sous les traits de M. Net. Si nous écrivons au ministre des Pêches, nous ne recevons même plus de réponse. Il est trop accaparé par son rôle de *deus ex machina* au sein du cabinet. Il n'a plus le temps de s'occuper des pêcheries.

S'il tient à éviter des difficultés politiques à la Chambre, il ferait bien de changer de genre. Nous avons tout le temps qu'il faut pour nous occuper des pêcheurs canadiens et, que cela plaise ou non au gouvernement, nous l'amènerons à faire quelque chose pour les pêcheurs. Nous y parviendrons pour autant que le gouvernement ait l'intention d'orienter les travaux de la Chambre d'une manière saine et satisfaisante. Le ministre des Pêches devrait, selon moi, écouter ce qu'ont à dire des gens qui s'y connaissent en matière de pêche, tels que l'honorable

[M. Lundrigan.]

représentant de Saint-Jean-Est et d'autres députés des Maritimes. Quand ils font des recommandations au ministre des Pêches, celui-ci devrait prêter l'oreille et essayer de convaincre ses collègues, c'est-à-dire notre premier ministre dans le vent, et son compère, assis à sa droite.

Il devrait les imprégner de connaissances sur les pêches et les pénétrer de l'importance de nos ressources marines. Qu'il les maintienne sur le qui-vive pour qu'on passe aux actes. Nous commençons à être un peu déçus de la réaction du gouvernement dans le domaine des ressources marines. Il est temps que, lui qui préconise une société juste, en fasse profiter un peu les pêcheurs de toutes les provinces du Canada.

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, mon intervention sera très courte. C'est aujourd'hui le dernier jour de la session avant Pâques et j'ai été averti de ce débat il y a à peine une heure. Je suis d'accord avec les députés de Saint-Jean-Est (M. McGrath) et de Gander-Twillington (M. Lundrigan), et je ne tiens pas à répéter ce qu'ils ont dit.

Ce bill représente certainement un pas dans la bonne direction et, à mes yeux, quelque chose dont nous avons besoin. D'autres députés ont parlé de l'épuisement de nos pêches. Ce qui me préoccupe, c'est ce que nous ferons si certains pays ne participent pas à cette Convention. Comment pourrions-nous contrôler leur activité dans le domaine des ressources marines? J'aimerais savoir combien d'entre eux vont se porter parties contractantes à la Convention. Si j'ai bien compris le ministre, les accords n'ont pas encore été signés mais ils sont sur le point de l'être. Nous devrions, à mon avis, faire tous nos efforts pour veiller du moins à ce que les pays faisant partie de la Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique en soient signataires; mais ceux qui n'en font pas partie devraient aussi être informés de cette Convention et invités à y participer.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement devrait protéger tant ceux qui pêchent dans les eaux intérieures que ceux qui pêchent au large des côtes. Par exemple on s'est récemment grandement inquiété des bancs de harengs. Il y a quelques années, il y a eu à Fredericton un congrès international auquel de nombreux hommes de science ont assisté. Je sais que les scientifiques ne sont pas infaillibles et c'est pourquoi je ne les critiquerai pas, mais la plupart des congressistes avaient prédit qu'il n'y aurait jamais épuisement des bancs de harengs sur le littoral de l'Atlantique. On encouragea la production de farine de hareng et on échafauda toutes sortes de plans pour pêcher le hareng d'une façon ou d'une autre.

Nous constatons aujourd'hui que certaines usines de transformation du hareng ont dû fermer leurs portes trois ans après le congrès. Il est évident que quelque chose a cloché. De plus, d'autres secteurs qui utilisent de la farine de hareng ont été touchés. Les poissons qui se nourrissent de harengs sont maintenant moins nombreux. Nous tenons chaque année, dans ma province, un concours de pêche au thon à l'intention des touristes, mais depuis deux ans, il n'y a pas eu de thon à pêcher faute de